



Déclassifié¹

AS/Soc (2025) PV03add
16 mai 2025
Fsocpv03add_2025

Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Procès-verbal

de l'audition sur le suivi du rapport « La nécessité absolue et urgente de mettre fin à la crise humanitaire concernant les femmes, les enfants et les otages à Gaza » tenue à Strasbourg le mardi 8 avril 2025

Dans le cadre du suivi du rapport « La nécessité absolue et urgente de mettre fin à la crise humanitaire concernant les femmes, les enfants et les otages à Gaza » de **Mme Saskia Kluit (Pays-Bas, SOC)**, la commission tient une audition.

La Présidente souhaite la bienvenue à Mme Claire Nicolet, Médecins sans frontières (MSF), et à M. David Wightwick, directeur général de UK-Med, connectés en ligne, et rappelle que la commission les a déjà rencontrés en septembre dernier à Lisbonne dans le cadre de la préparation du rapport. Ces auditions visent à faire le point sur la situation actuelle de la crise humanitaire à Gaza et sur les besoins des femmes et des enfants en particulier, ainsi que sur les réponses et actions des deux organisations dans la région.

Mme Claire Nicolet informe la commission de la détérioration constante de la situation humanitaire à Gaza, en soulignant les besoins urgents de la population et l'effondrement de l'infrastructure des soins de santé. Elle indique qu'elle est récemment revenue de Gaza et décrit l'aggravation de la situation depuis sa dernière visite, sept mois auparavant. Malgré un cessez-le-feu de deux mois, les secours restent insuffisants, entravés par de graves pénuries et l'absence de mécanismes de protection.

Elle explique que le 2 mars 2025, les autorités israéliennes ont imposé un blocus total de l'aide, empêchant l'entrée de carburant, de nourriture et de fournitures médicales, et qu'elles ont coupé l'électricité le 9 mars 2025, mettant hors d'usage les principales usines de dessalement. Les hostilités ont repris le 18 mars 2025 avec une violence intense, aggravant les pénuries et augmentant les coûts du marché. La reprise des attaques a surpris et choqué tout le monde. Le 2 avril 2025, toutes les boulangeries soutenues par le Programme alimentaire mondial ont fermé leurs portes et la distribution de nourriture par les Nations Unies a été réduite de moitié. Les mouvements des acteurs humanitaires sont sévèrement restreints en raison des attaques continues.

Mme Nicolet souligne l'impact du blocus sur la médecine et les soins de santé, avec de graves pénuries d'analgésiques, de matériel chirurgical et de traitements ambulatoires. Elle indique qu'à l'heure actuelle, aucun hôpital de Gaza n'est pleinement opérationnel. Cette situation a des conséquences mortelles pour les civils, le système de santé étant au bord de l'effondrement. Parmi les brûlés admis à l'hôpital Nasser entre mai 2024 et février 2025, 72 % ont moins de 18 ans (dont 39 % moins de 5 ans). Depuis mai 2024, 37 % des admissions dans cet hôpital sont liées à des explosions, et 63 % à des accidents domestiques dus à des conditions de vie catastrophiques. Ces patients ont besoins de chirurgiens, d'un régime riche en calories, d'une stricte hygiène pour éviter les infections, ou simplement d'analgésiques : tout cela n'est plus possible à Gaza.

Elle précise que 90 % de la population de Gaza a été déplacée et n'a pas accès aux produits de première nécessité. Depuis la rupture du cessez-le-feu, plus de 1 100 personnes ont été tuées, les femmes et les enfants représentant 60 % des victimes et 56 % des blessés. Au 2 avril 2025, l'UNICEF déplorait la mort de 322 enfants.

Mme Nicolet souligne le risque d'une épidémie majeure en raison de l'effondrement des structures d'eau et d'assainissement et de l'arrêt des programmes de vaccination depuis octobre 2023. Les personnes souffrant de maladies chroniques et non transmissibles n'ont plus accès aux soins, entraînant des complications graves et

¹ Le procès-verbal a été approuvé et déclassifié par la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable lors de sa réunion du 16 mai 2025.

mortelles. La malnutrition augmente, touchant également les femmes enceintes et allaitantes. Les infections respiratoires représentent 70 % des admissions dans les services pédiatriques de MSF ; les maladies d'origine hydrique, comme la gale et les infections cutanées, représentent 16 % des consultations externes au cours des quatre derniers mois. Elle précise que les produits d'hygiène deviennent inabordables pour les femmes, et que les risques liés à la sécurité, la destruction des routes ainsi que les coûts de transport limitent fortement leur accès aux soins de santé. Elle note aussi que la peur pour leur sécurité et le chagrin lié à la perte de proches pèsent lourdement sur les femmes de Gaza.

Mme Nicolet indique que seules deux évacuations médicales ont eu lieu depuis mars 2025, alors que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) estime à plus de 12 000 le nombre nécessaire. Mme Nicolet exprime son inquiétude face aux besoins croissants en santé mentale, notamment pour les enfants, et confirme que MSF intervient dans ce domaine depuis plus de 18 mois. MSF soutient actuellement quatre hôpitaux dont deux hôpitaux de campagne, six centres de santé, et de nombreuses activités liées à l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans Gaza. MSF est aussi le deuxième fournisseur d'eau potable de la bande de Gaza. Depuis octobre 2023, MSF a effectué plus de 11 700 interventions chirurgicales et emploie 40 travailleurs internationaux et plus de 1 000 employés locaux.

Elle détaille aussi les menaces croissantes pesant sur les opérations humanitaires : frappes sur les infrastructures sanitaires, le personnel, les convois. Les « zones de sécurité » désignées sont également attaquées. Les ordres d'évacuation couvrent plus de 65 % de la bande de Gaza. MSF est contraint de se déplacer à plusieurs reprises. Elle décrit des violations systématiques du droit international humanitaire, notamment l'utilisation militaire de sites médicaux et des attaques directes contre des installations protégées. Les Nations Unies et le Comité international de la Croix Rouge (CICR) réduisent de deux tiers leur personnel et activités internationales, tandis que MSF réduit ses opérations de moitié. Elle souligne que les opérations humanitaires sont encore plus menacées par les nouvelles réglementations israéliennes restrictives exigeant l'enregistrement des ONG internationales, l'augmentation des refus de visa pour le personnel international, les accusations d'aide au terrorisme et les réductions de financement de la part des principaux donateurs, qui affectent particulièrement l'aide au nord de la bande de Gaza.

En conclusion, **Mme Nicolet** avertit que les attaques disproportionnées causant des dommages extrêmes à la population civile, le ciblage répété des hôpitaux et les frappes sur les sites humanitaires constituent une violation sans précédent du droit international humanitaire. Elle rappelle que les installations médicales doivent être protégées et qu'Israël doit lever le blocus de Gaza pour permettre l'accès humanitaire.

M. David Wightwick souligne que la situation à Gaza devient exceptionnellement difficile ces dernières semaines. Après la rupture du cessez-le-feu, les attaques augmentent fortement, notamment contre le personnel humanitaire. Il mentionne des incidents récents contre les ambulanciers et l'hôpital Nasser, ainsi que des incursions répétées et des ordres d'évacuation.

Il ajoute que ces développements sont aggravés par le blocus en cours, qui a entraîné l'arrêt complet de l'approvisionnement de la bande de Gaza. En conséquence, les hôpitaux et autres établissements médicaux sont confrontés à de graves pénuries, et il ne leur reste que trois à quatre semaines de fournitures. Il précise que cette estimation n'est pas basée sur des niveaux d'approvisionnement complets, mais en tenant compte d'un stock réduit, ce qui aurait un impact sévère sur le niveau de soins qui pourrait être fourni. Par conséquent, il met en garde sur l'incapacité de traiter les blessures graves ce qui entraînerait inévitablement un plus grand nombre de décès.

M. Wightwick indique que la crise d'approvisionnement ne se limite pas aux besoins médicaux, mais qu'elle touche également le carburant, la nourriture et l'assainissement de l'eau. Ces pénuries risquent de déclencher une recrudescence des troubles civils, ce qui rendrait le travail humanitaire encore plus dangereux. La population luttant pour accéder aux produits de première nécessité, le désespoir des civils s'accroît, ce qui aggrave encore les risques pour les travailleurs humanitaires.

Il note que les ordres d'évacuation répétés ont forcé les civils à se déplacer plusieurs fois, souvent jusqu'à dix fois, épuisant leurs ressources personnelles et compliquant l'acheminement et la continuité des soins médicaux. Les bâtiments et les installations des zones de déconfliction sont de moins en moins sûrs, les frappes répétées suggérant que la déconfliction n'est plus respectée de manière fiable. Des balles perdues et des éclats d'obus ont déjà touché les installations de leur hôpital, aggravant ainsi le danger immédiat.

Pour ce qui est de l'avenir, **M. Wightwick** considère les perspectives très préoccupantes. Il déclare que la population de Gaza, qui souffre déjà de difficultés prolongées, voit sa capacité de résilience diminuer rapidement et est confinée dans des zones de plus en plus petites avec moins de ressources. Il souligne que la fourniture d'une aide fondée sur des principes - c'est-à-dire une assistance neutre, indépendante et impartiale - devient pratiquement impossible dans ces conditions.

Il se dit préoccupé par le fait que le gouvernement israélien semble poursuivre des stratégies visant à fragmenter davantage le territoire de Gaza et à restreindre l'accès de l'aide humanitaire. Il cite les négociations en cours sur les nouvelles exigences strictes en matière d'enregistrement des ONG et fait part de ses craintes que ces restrictions n'aillent encore plus loin. Cela risque de limiter considérablement la capacité des organisations humanitaires à opérer librement et à acheminer l'aide de manière efficace.

M. Wightwick conclut en soulignant que les dangers sur le terrain augmentent, que l'accès aux biens et services essentiels diminue et que la capacité collective des acteurs humanitaires à réagir a été considérablement érodée. Il insiste sur l'impératif moral de changer la situation, que ce soit par des négociations ou des mesures économiques, et déclare que les conditions actuelles sont inacceptables. Parlant de son expérience personnelle et en contact régulier avec ses équipes à Gaza, il témoigne que la situation des civils est désastreuse et que la perspective de sa poursuite est profondément alarmante.

M. Pierre-Alain Fridez fait part du caractère effrayant et terrible de la description que les deux intervenants ont faite aux participants. Il souligne qu'il est nécessaire de se demander pourquoi une telle situation peut continuer à se produire. Il se demande pourquoi les gens sont privés de nourriture, de soins de santé et d'eau, et pourquoi des attaques ont lieu contre les travailleurs humanitaires. Il pose une question aux intervenants, reconnaissant qu'elle pouvait sembler politique. Il demande quels efforts, s'il y en a, sont déployés par le gouvernement israélien pour remédier à la situation humanitaire. Faisant référence aux commentaires de Donald Trump sur Gaza, qu'il a qualifiés de « fantômes », et au discours plus large autour de l'idée de « nettoyer Gaza », M. Fridez se demande si l'intention sous-jacente de ces actions pourrait être de forcer la population soit à mourir, soit à quitter le territoire.

Mme Saskia Kluit demande ce que les Etats membres du Conseil de l'Europe et le Comité des Ministres peuvent faire pour aider à résoudre cette terrible situation.

En réponse à la question concernant les motivations de la situation actuelle à Gaza, **M. David Wightwick** indique qu'il n'est pas en mesure d'évaluer pleinement ou de mesurer avec précision les motivations des actions entreprises. Il fait remarquer que s'il donne une opinion personnelle, celle-ci risque d'être biaisée, et qu'il préfère donc se concentrer sur les faits observables. Il observe que les actions des forces israéliennes forcent les civils à se déplacer à plusieurs reprises, les poussant à compter sur des ressources de plus en plus réduites. L'aide humanitaire vitale est bloquée et la capacité des organisations humanitaires à fournir une assistance en toute sécurité, à l'échelle nécessaire et avec l'efficacité requise, est gravement compromise. Il ne va pas spéculer sur les motivations sous-jacentes, mais insiste sur les conséquences évidentes : des civils meurent. Le blocage de l'aide, les déplacements forcés et l'exposition à des zones de conflit actives sans distinction claire entre civils et combattants entraînent directement des morts et des souffrances. En outre, M. Wightwick souligne que la société civile est systématiquement érodée. Alors que le désespoir s'accroît, les civils ont de plus en plus recours à une concurrence agressive pour les ressources restantes, ce qui conduit à la violence et à l'insécurité. Il indique qu'il y a déjà eu des cas de pillages d'entrepôts humanitaires et de camions d'aide, ainsi que des attaques contre des travailleurs humanitaires, car les personnes, désespérées, ont peu d'alternatives.

En ce qui concerne la question de savoir quelles actions le Conseil de l'Europe pourrait entreprendre, **M. David Wightwick** reconnaît que les États-Unis exercent la plus grande influence sur Israël, mais il souligne que d'autres nations et acteurs, y compris le Hamas et les intermédiaires, jouent également un rôle dans l'évolution de la situation. Des pressions politiques et économiques, telles que des sanctions, pourraient avoir un impact sur toutes les parties concernées. Il souligne les graves difficultés auxquelles sont confrontées les organisations humanitaires en raison des coupes importantes dans les financements. Son organisation fonctionne actuellement avec seulement deux tiers du budget de l'année précédente, malgré l'augmentation des besoins en soins médicaux. Il s'inquiète du fait que, alors que de plus en plus de personnes ont besoin de soins, les organisations puissent devoir réduire leurs services en raison de limitations financières. Il estime que, bien qu'il existe divers outils pour influencer la situation, il n'y a pas de solution immédiate ou garantie.

Mme Sabrina Sebaihi remercie les intervenants pour les informations précieuses qu'ils ont fournies. Elle prend acte de la référence à la question des sanctions et souligne que si un autre État avait été impliqué, des sanctions économiques auraient probablement été imposées depuis longtemps. Elle pose deux questions. Tout d'abord, elle se réfère à la mention faite par les intervenants du peu de fournitures médicales disponibles, notant qu'il ne leur reste que quelques semaines de fournitures. Elle demande combien de temps encore les équipes pourront poursuivre leur travail à Gaza, compte tenu des difficultés importantes auxquelles elles sont confrontées et des défis quotidiens qu'elles rencontrent dans leurs opérations. Elle s'enquiert ensuite de la situation en Cisjordanie, reconnaissant la montée de la violence et les problèmes persistants avec les colons.

Mme Claire Nicolet souligne que si les intentions exactes qui sous-tendent la situation actuelle ne sont pas claires, les conséquences sont évidentes et alarmantes. Elle insiste sur la nécessité d'une forte pression politique et d'actions urgentes, y compris la nécessité de faciliter les évacuations médicales et de mettre fin au blocus, actions qui devraient être poursuivies à tous les niveaux immédiatement. Quant à la question de savoir combien de temps les équipes resteront opérationnelles sur le terrain à Gaza, Mme Nicolet explique qu'il s'agit d'une

discussion quotidienne au sein de l'organisation en raison des incidents, des ordres d'évacuation et des attaques en cours. Elle confirme la ferme volonté de MSF de rester à Gaza, soutenue par de nombreux membres du personnel palestinien qui n'ont pas d'autre choix que de rester. Toutefois, en raison des risques croissants, MSF a dû réduire ses équipes pour limiter l'exposition. Elle souligne qu'il est urgent de rétablir les mécanismes de protection des hôpitaux et des installations humanitaires, qui existaient auparavant mais ne sont plus appliqués. Elle décrit l'environnement actuel comme étant beaucoup plus dangereux que les mois précédents, ce qui constitue une menace sérieuse pour les équipes et leurs activités.

En ce qui concerne la situation en Cisjordanie, Mme Nicolet exprime sa profonde inquiétude, déclarant que la situation se détériore rapidement. Elle fait état de déplacements importants, plus de 40 000 personnes ayant été contraintes de quitter leur domicile, un niveau de déplacement jamais atteint depuis des décennies en Cisjordanie. Elle souligne les difficultés croissantes rencontrées par la population, notamment en ce qui concerne l'accès aux soins de santé, à un logement sûr et à la possibilité de se déplacer librement, décrivant la situation comme un « véritable cauchemar ».

M. David Wightwick précise que si son organisation dispose d'une équipe en Cisjordanie, MSF dispose d'une expertise et d'une connaissance bien plus grandes de la situation sur place. Il confirme que, d'après les observations de son organisation, la situation en Cisjordanie se détériore considérablement.

En réponse à la question concernant les fournitures médicales restantes et la durée des opérations, **M. Wightwick** explique que les organisations feront durer les ressources disponibles aussi longtemps que possible. Il note que, bien que les niveaux de stock indiquent théoriquement que les fournitures peuvent durer environ trois à quatre semaines, dans la pratique, elles dureront probablement plus longtemps. Pour ce faire, il faudra partager les fournitures entre les organisations, utiliser moins de matériaux et de moindre qualité et rationner les stocks restants. Il souligne que cette approche aura de graves conséquences. Le niveau des soins prodigués diminuera inévitablement, ce qui augmentera le risque d'infection, le danger pour les patients et, en fin de compte, le nombre de décès. Il souligne que même si les acteurs humanitaires poursuivent leurs efforts, la qualité des soins sera considérablement compromise en raison de la pénurie et de la dégradation des fournitures.

La présidente exprime sa profonde tristesse et son indignation face à la situation humanitaire actuelle, soulignant que les souffrances, les maladies et les décès qui surviennent sont tout à fait évitables, ce qui rend la situation particulièrement épouvantable et angoissante. Elle présente ses condoléances aux intervenants pour la perte des travailleurs humanitaires qui risquent quotidiennement leur vie pour aider les autres. Leur bravoure et leur dévouement sont hautement honorés. Elle condamne les attaques répétées contre les travailleurs humanitaires, soulignant que ce personnel devrait être protégé dans son travail pour préserver la vie des civils ordinaires.

La présidente assure les orateurs que les efforts se poursuivront pour attirer l'attention sur ces questions, en particulier lors du débat de jeudi. En outre, elle s'engage à prendre des mesures pour remédier aux graves conséquences des réductions de financement, en particulier pour les agences comme l'UNRWA, qui s'efforcent déjà de fonctionner dans des conditions de plus en plus difficiles. Elle remercie les intervenants pour leurs contributions et affirme l'engagement de la commission à soutenir les efforts humanitaires.

List of presence / *Liste de présence*

(The names of members who took part in the meeting are in bold / *Les noms des membres ayant pris part à la réunion sont en caractères gras*)

Chairperson / *Président·e*:

Ms / Mme Saskia Kluit	
------------------------------	--

Vice-Chairpersons / *Vice-Président·e·s* :

Ms / Mme Danuta Jazłowiecka	
Mr / M. Armen Gevorgyan	
Lord Don Touhig	

Members / Membres	Country / Pays	Alternates / Remplaçant·e·s
Ms Jorida Tabaku	Albania / <i>Albanie</i>	Zz...
Mr Cerni Escalé	Andorra / <i>Andorre</i>	Mme Bernadeta Coma
Mr Armen Gevorgyan	Armenia / <i>Arménie</i>	Ms Hripsime Grigoryan
Mr Stefan Schennach	Austria / <i>Autriche</i>	Ms Doris Bures
Mr Andreas Minnich	Austria / <i>Autriche</i>	Ms Agnes Sirkka Prammer
Ms Anne Lambelin	Belgium / <i>Belgique</i>	Mr Andries Gryffroy
M. Benoît Lutgen	Belgium / <i>Belgique</i>	Mme Véronique Durenne
Ms Darijana Filipović	Bosnia and Herzegovina / <i>Bosnie-Herzégovine</i>	Mr Šemsudin Dedić
Ms Atidzhe Alieva-Veli	Bulgaria / <i>Bulgarie</i>	Zz...
Ms Petya Tsankova	Bulgaria / <i>Bulgarie</i>	Zz...
Ms Zdravka Bušić	Croatia / <i>Croatie</i>	Ms Rada Borić
Ms Christiana Erotokritou	Cyprus / <i>Chypre</i>	Mr Constantinos Efstathiou
Ms Ivana Mádlová	Czechia / <i>Tchéquie</i>	Mr Aleš Juchelka
Ms Michaela Šebelová	Czechia / <i>Tchéquie</i>	Mr Ondřej Šimetka
Ms Camilla Fabricius	Denmark / <i>Danemark</i>	Ms Karin Liltorp
Ms Hanah Lahe	Estonia / <i>Estonie</i>	Zz...
Ms Minna Reijonen	Finland / <i>Finlande</i>	Ms Miapetra Kumpula-Natri
Mme Sophia Chikirou	France	Ms Sabrina Sebaihi
M. Alexandre Dufosset	France	Mme Liliana Tanguy
M. Alain Milon	France	M. Alain Cadec
Mme Maud Petit	France	M. Jean Laussucq
Zz...	Georgia / <i>Géorgie</i>	Zz...
Ms Heike Engelhardt	Germany / <i>Allemagne</i>	Ms Franziska Kersten
Mr Andrej Hunko	Germany / <i>Allemagne</i>	Ms Catarina Dos Santos-Wintz
Mr Christian Petry	Germany / <i>Allemagne</i>	Ms Martina Stamm-Fibich
Mr Harald Weyel	Germany / <i>Allemagne</i>	Ms Katrin Staffler
Ms Maria Syrengela	Greece / <i>Grèce</i>	Ms Maria-Nefeli Vasileiou Chatziioannidou
Mr Georgios Stamatis	Greece / <i>Grèce</i>	Mr Alexis Tsipras

Ms Mónika Bartos	Hungary / <i>Hongrie</i>	Mme Katalin Csöbör
Ms Mónika Dunai	Hungary / <i>Hongrie</i>	Ms Zita Gurmai
Mr Ragnar Þór Ingólfsson	Iceland / <i>Islande</i>	Ms Kolbrún Áslaugar Baldursdóttir
Mr Joseph O'Reilly	Ireland / <i>Irlande</i>	Mr Rónán Mullen
Ms Elena Bonetti	Italy / <i>Italie</i>	Mr Roberto Rosso
Ms Aurora Floridia	Italy / <i>Italie</i>	Mr Giuseppe De Cristofaro
Mr Alessandro Giglio Vigna	Italy / <i>Italie</i>	Mr Graziano Pizzimenti
Mr Stefano Maullu	Italy / <i>Italie</i>	Mr Francesco Zaffini
M. Andris Bērziņš	Latvia / <i>Lettonie</i>	Mr Edmunds Cepurītis
Mr Peter Frick	Liechtenstein	Ms Franziska Hoop
Ms Orinta Leiputė	Lithuania / <i>Lituanie</i>	Mr Zigmantas Balcytis
Mme Stéphanie Weydert	Luxembourg	M. Paul Galles
Mr Michael Farrugia	Malta / <i>Malte</i>	Mr Joseph Beppe Fenech Adami
Mr Ion Groza	Republic of Moldova / <i>République de Moldova</i>	Ms Diana Caraman
Mme Christine Pasquier-Ciulla	Monaco	Mme Béatrice Fresko-Rolfo
Mr Miloš Konatar	Montenegro / <i>Monténégro</i>	Mr Boris Mugoša
Ms Saskia Kluit	Netherlands / <i>Pays-Bas</i>	Ms Elly Van Wijk
Ms Carla Moonen	Netherlands / <i>Pays-Bas</i>	Mr Theo Bovens
Mr Bekim Kjoku	North Macedonia / <i>Macédoine</i>	Mr Sadula Duraki
Ms Lisa Marie Ness Klungland	Norway / <i>Norvège</i>	Ms Linda Hofstad Helleland
Ms Danuta Jazłowiecka	Poland / <i>Pologne</i>	Mr Mirosław Adam Orliński
Mr Jan Filip Libicki	Poland / <i>Pologne</i>	Ms Magdalena Biejat
Mr Ryszard Petru	Poland / <i>Pologne</i>	Zz...
Ms Jamila Madeira	Portugal	Mr Nuno Fazenda
Mr Carlos Silva Santiago	Portugal	Mr Telmo Faria
Georgeta-Carmen Holban	Romania / <i>Roumanie</i>	Ms Mirela Elena Adomnicai
Ms Dumitrina Mitrea	Romania / <i>Roumanie</i>	Mr Iulian Bulai
Mr Robert-Ionatan Sighiartau	Romania / <i>Roumanie</i>	Ms Maria-Gabriela Horga
Mr Gerardo Giovagnoli	San Marino / <i>Saint-Marin</i>	Ms Alice Mina
Mr Vladimir Đorđević	Serbia / <i>Serbie</i>	Mr Predrag Marsenić
Ms Tatjana Pašić	Serbia / <i>Serbie</i>	Ms Jelena Milošević
Mme Anna Záborská	Slovak Republic / <i>République Slovaque</i>	Mr Pavol Goga
Mr Dean Premik	Slovenia / <i>Slovénie</i>	Ms Iva Dimic
Ms María Fernández	Spain / <i>Espagne</i>	Mr Alfonso Rodríguez
Mr José Latorre	Spain / <i>Espagne</i>	Ms Marta González Vázquez
Ms Carmen Leyte	Spain / <i>Espagne</i>	Ms Luz Martinez Seijo
Ms Sofia Amløh	Sweden / <i>Suède</i>	Ms Annika Strandhäll
Ms Victoria Tiblom	Sweden / <i>Suède</i>	Ms Boriana Åberg
Mme Céline Amaudruz	Switzerland / <i>Suisse</i>	Mme Valérie Piller Carrard
Ms Sibel Arslan	Switzerland / <i>Suisse</i>	M. Pierre-Alain Fridez
Ms Gökçe Gökçen	Türkiye	Mr Namık Tan
Mr Berdan Öztürk	Türkiye	Ms Sevilay Celenk Özen
Mr Sevan Sivacioğlu	Türkiye	Ms Sena Nur Çelik Kanat
Mr Cemalettin Kani Torun	Türkiye	Mr Mustafa Kaya
Ms Olena Khomenko	Ukraine	Ms Larysa Bilozir

Ms Yuliia Ovchynnykova	Ukraine	Mr Andrii Lopushanskyi
Ms Lesia Ziburanna	Ukraine	Mr Rostyslav Tistyk
Ms Alicia Kearns	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Mr Dan Aldridge
Ms Kate Osamor	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Mr Perran Moon
Ms Elaine Stewart	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Mr Mike Reader
Lord Don Touhig	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Ms Michelle Welsh

Partners for Democracy / Partenaires pour la Démocratie

Mr / M. Allal Amraoui, Morocco / *Maroc*

Mr / M. Hassan Arif, Morocco / *Maroc*

**Embassies / Permanent Representations and Delegations
Ambassades / Représentations permanentes et Délégations**

Ms / Mme Gisèle Levy, Israel / *Israël*

Ms / Mme Gül Sarigül, Türkiye

Mr / M. Sencer Kağan Şenol, Türkiye

Secretariat of Delegation or of Political Group / Secrétariat de Délégation ou de Groupe politique

Ms / Mme Femmy Bakker-De Jong, Netherlands / *Pays-Bas*

Mr / M. Sabih Gazi Öztürk, Türkiye

Experts / Expert-es

Ms / Mme Claire Nicolet, Doctors Without Borders / Médecins Sans Frontières (MSF) *online / en ligne*

Mr / M. David Wightwick, Chief Executive Officer / Directeur exécutif, UK-Med *online / en ligne*

Other persons present / Autres personnes présentes

Mr / M. Anthony Gony

Mr / M. Jacopo Dalbon, Italy / *Italie*

Ms / Mme Apolline Paillat, stagiaire RP France

Ms / Mme Idil Igdir

Ms / Mme Sandra Regol, France

Council of Europe staff / Secrétariat du Conseil de l'Europe

Ms / Mme Françoise Kempf, DGII

Secretariat of the Parliamentary Assembly / Secrétariat de l'Assemblée parlementaire

Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development /
Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Ms / Mme Louise Barton.....Director of Committees / *Directrice des commissions*

Ms / Mme Catherine Du-BernardHead of the Secretariat / *Cheffe du Secrétariat*

Ms / Mme Aiste RamanauskaiteSecretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*

Ms / Mme Jannick DevauxSecretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*

Ms / Mme Grazia-Alessandra Siino.....Project Manager / *Chargée de projet*

Ms / Mme Xenia Birioukova.....Assistant/ *Assistante*

Ms / Mme Özgü Tan.....Assistant/ *Assistante*